

Survivre à la crise énergétique

Jeremy Rifkin nous gratifiera désormais, à date régulière, de son regard acéré sur l'actualité. L'économiste américain né en 1943, visiteur du « Soir » le 16 juin dernier, est président de la Foundation on Economic Trends, un « think tank » logé à Washington qui étudie les impacts sociaux, environnementaux et culturels de l'introduction des nouvelles technologies dans l'économie. Il est aussi professeur à Wharton et essayiste. Dans « La fin du travail » (La Découverte, 1997), il développe des thèses provocatrices sur le futur de nos sociétés capitalistes. En 2002 sortait « L'économie hydrogène : après la fin du pétrole, la nouvelle révolution économique » (La Découverte). Et récemment, « Le rêve européen : Ou comment l'Europe se substitue peu à peu à l'Amérique dans notre imaginaire » (Fayard). ●



CARTE BLANCHE

Jeremy Rifkin

La panique s'est installée. Alors que le prix du pétrole dépasse les 60 dollars le baril sur les marchés mondiaux et que les prévisionnistes annoncent que le pétrole se vendra bientôt à 80, 90, voire 100 dollars ou plus le baril, au fur et à mesure que les réserves mondiales de pétrole se réduiront, les hommes politiques et les décideurs économiques n'ont plus un poil de sec. Dans plusieurs pays de la planète, les gens sont descendus dans la rue pour protester. L'économie globale est en train de ralentir ; et partout, il est question d'une nouvelle récession mondiale – certains économistes vont jusqu'à parler d'une dépression mondiale – qui pourrait durer des décennies.

Nous sommes en train de prendre conscience du fait que le monde entier fonctionne au pétrole. Nous sommes une civilisation pétrolière. Nous faisons pousser notre nourriture à l'aide de fertilisants et de pesticides pétrochimiques. Nos plastiques, nos produits pharmaceutiques et nos vêtements sont, en grande partie, dérivés du pétrole. Nos transports, notre énergie, le chauffage, l'électricité, la lumière... dépendent du pétrole.

Un jour, le président Clinton avait forgé une expression : « C'est l'économie, idiot ! » Ce que nous commençons à comprendre maintenant, c'est que l'économie est largement dérivée du pétrole et propulsée par le pétrole. En d'autres termes : « C'est le pétrole, idiot ! »

Tandis que nos leaders se grattent collectivement la tête et pondent d'insipides communiqués de presse sur la crise pétrolière, les consommateurs du monde entier subissent de plein fouet la montée en flèche des prix de l'essence et du mazout de chauffage. En même temps, le prix des autres biens et services commence à grimper, reflétant le coût croissant du pétrole. Et, malheureusement, la crise pétrolière n'est pas près de se résoudre. Elle fera désormais partie en permanence de notre vie et subsistera jusqu'à ce que – et à moins que – nous puissions nous détourner du pétrole et du robinet à énergies fossiles.

Au cœur de la tempête, un mince et obscur « Livre vert » de 46 pages vient d'être publié en douce par la Commission européenne. C'est un manuel détaillé de survie – une feuille de route de tout ce que tout individu, fa-

mille et pays, peut commencer à faire dans l'immédiat pour adoucir le choc monétaire de l'augmentation des prix du pétrole. Le titre en est simple : « Livre vert sur l'efficacité énergétique » (1). Selon ce rapport, les Etats membres de l'Europe peuvent épargner au moins 20 % de leur consommation énergétique (actuelle pour une économie nette de 60 millions d'euros par an), en mettant en œuvre des programmes drastiques de conservation d'énergie dans tous les coins de la société européenne – dans les maisons, les bâtiments publics et commerciaux, les usines et les transports.

Les Etats-Unis pourraient épargner davantage en adoptant largement des plans de conservation d'énergie, puisqu'ils dépendent quelque 50 % d'énergie de plus que l'Union européenne pour produire une unité du produit intérieur brut.

Consommateurs, soyez tout ouïé ! L'étude de la Commission européenne explique qu'une famille moyenne pourrait gagner plus de mille euros par an par des pratiques efficaces d'économie d'énergie, et contrebalancer ainsi la flambée des prix de l'or noir. Les Américains pourraient gagner encore plus !

Le « Livre vert » est bourré d'informations détaillées sur la manière de transformer chaque aspect de notre vie pour réaliser davantage d'économie d'énergie. Les propositions comprennent des encouragements à acquérir des voitures qui consomment moins, à réduire la vitesse sur tout le territoire à 80 km/h, à apporter des changements dans les maisons et les bâtiments publics et commerciaux (installation d'isolations spéciales et de fenêtres antitempête, utilisation d'ampoules électriques de longue durée, introduction de logiciels dans les appareils pour épargner de l'énergie, rénovation des réseaux énergétiques nationaux pour obtenir plus d'efficacité, et autres pratiques semblables).

Pour réaliser le passage vers une société réellement performante en matière énergétique, les gouvernements devront recourir à de multiples stratégies, incluant la taxation, les subsides

publics, les incitants économiques et le partenariat avec les industries, les communautés et les propriétaires.

Tandis que l'Etat, l'industrie et les consommateurs devront dépenser davantage pour investir, littéralement, dans des milliers de « bonnes pratiques », l'investissement donnera un coup de fouet à l'économie en créant des millions d'emplois nouveaux – un million d'emplois rien que pour l'Europe. Qui plus est, l'épargne réalisée grâce à une meilleure efficacité énergétique libérera de l'argent qui pourra être investi dans d'autres formes de développement économique durable.

Mais il ne suffit pas de « replâtrer » l'efficacité énergétique d'une société. Nous devons également consentir à de sérieux efforts pour diminuer la dépendance de la société par rapport au pétrole et ce, en faveur des énergies renouvelables – vent, soleil, géothermie, hydro et biomasse – et d'une économie verte à base d'hydrogène, si nous voulons éviter l'abîme économique et les ravages du réchauffement planétaire.

Malheureusement,
la crise pétrolière
n'est pas près
de se résoudre

Comment allons-nous payer le prix de ce nouveau régime énergétique ? On doit sérieusement prendre en considération la législation fondée sur le « tax-shifting » (« changement d'objet de la taxe »). L'idée est de taxer des pratiques destructrices sur le plan environnemental et d'affecter les revenus obtenus à des activités économiques positives. Dans l'avenir, les lois qui prévoient le « tax-shifting » pourraient générer des bénéfices qui aideraient à subsidier le développement des énergies durables et les technologies de la pile à hydrogène.

Cette réforme fiscale environnementale, c'est ainsi qu'on la désigne parfois, a été adoptée successivement par un certain nombre de pays, incluant la Suède.

de, le Danemark, les Pays-Bas, le Royaume-Uni, la Finlande, la Norvège et l'Italie. L'Allemagne, qui compte parmi les supporteurs les plus enthousiastes de la susdite taxe, a augmenté progressivement les taxes sur l'essence, le mazout de chauffage et l'électricité, et en a utilisé les rentrées pour réduire les impôts sur le revenu. La hausse de la taxe sur le carburant a induit une diminution de 5 % de la consommation par rapport à 1999 et une augmentation du covoiturage de 25 %.

Pour l'instant, les taxes environnementales ne représentent que 3 % des revenus fiscaux de l'ensemble de la planète, mais le potentiel est énorme. Une taxe sur les énergies fossiles pourrait à elle seule générer plus d'un trillion de dollars par an. En finir avec la subsidiation dommageable des industries polluantes pourrait libérer globalement un surplus de 500 billions par an. Les revenus, en retour, pourraient être investis dans le passage progressif aux énergies renouvelables et à l'avenir « hydrogénique ».

De manière significative, les faits montrent que si l'augmentation des taxes sur les entreprises polluantes n'est pas très bien reçue par les industries, elle les contraint à remédier à l'inefficacité en matière d'utilisation des ressources et les rend plus compétitives sur les marchés mondiaux. Des études montrent que beaucoup de pays « qui atteignent les plus hauts niveaux de taxes environnementales ont également des industries qui sont les meilleures sur le plan de la compétitivité internationale ».

Chaque pays devrait proclamer « l'état d'urgence nationale » et se donner cinq ans pour mettre complètement en pratique les suggestions contenues dans le « Livre vert sur l'efficacité énergétique ». Nous n'avons pas de temps à perdre. ●

(1) http://europa.eu.int/comm/energy/efficiency/index_en.htm.